

[linforme.com](https://www.linforme.com)

# Affaire Pereira : Econocom rattrapé par le scandale de corruption chez Altice

Jamal Henni Publié : 27/08/2024 à 12:48 - Mis à jour : 28/08/2024 à 11:58

9–12 minutes

---

À 82 ans, Jean-Louis Bouchard se serait sûrement bien passé d'une telle avanie. Entrepreneur à la réputation solide, ce proche d'Edwy Plenel est connu pour avoir investi dans la création de Mediapart (500 000 euros) ou plus récemment, pour avoir tenté de reprendre Atos aux côtés de David Layani. À la tête d'un pactole de 255 millions d'euros selon *Challenges*, il doit surtout sa fortune à Econocom, une société de services informatiques qu'il dirige et dont il détient toujours 49,8 % du capital. Avec 2,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont la moitié est réalisée en France, c'est la 8e entreprise de services du numérique (ESN) de l'Hexagone. Une société cotée sur Euronext, habituée à travailler pour des clients des plus respectables.

Mais voilà, selon notre enquête, cette pépite est aussi l'une des sociétés impliquées dans le scandale qui secoue Altice depuis l'été dernier. En juillet 2023, Armando Pereira, alors bras droit de Patrick Drahi, a été arrêté puis mis en examen par la justice portugaise pour « *blanchiment, corruption et fraude fiscale* ». Cet ancien directeur opérationnel (chief operating officer) de

SFR est accusé d'avoir sélectionné des fournisseurs « amis » appartenant à ses complices, en échange de rémunérations occultes.

Or, parmi les prestataires identifiés figure Aciernet. Créée par un certain Franck Vergriete, cette société a été rachetée par Econocom en deux étapes : en 2017 51 % pour 18,8 millions d'euros, puis en 2019 le solde pour 18 millions d'euros supplémentaires. Son activité ? Revendeur et installateur de produits télécoms.

En pratique, les filiales françaises et américaines d'Altice avaient choisi de passer par Aciernet et sa succursale établie à New York pour acheter des montagnes de produits Cisco. Rien qu'en 2022, les commandes du seul SFR à cet intermédiaire se sont ainsi élevées à 36 millions d'euros. Problème : Aciernet revendait le matériel plus cher que son prix d'achat en empochant une commission au passage, commission qu'elle partageait avec des sociétés détenues par Armando Pereira et son complice Hernani Vaz Antunes. Selon les enquêteurs portugais, entre 2017 et 2022, l'installateur a ainsi reversé 166 millions d'euros à VintagePanoplia (60 millions), 56 millions à Edge Technology (56 millions), et Shar SA (50 millions).

Dans leur rapport obtenu par *l'Informé*, les limiers portugais résument ainsi le montage : « *Hernani Vaz Antunes, en collaboration avec Armando Pereira, a fait en sorte que [leur société] Shar SA passe de prétendus contrats de développement de produits fournis par Cisco à Altice, en prenant une entité représentant Cisco, en l'occurrence Aciernet. [...] Il est allégué qu'Hernani Vaz Antunes a réussi à faire en sorte que d'autres sociétés contrôlées par lui, telles que VintagePanoplia et Edge Technology, soient également bénéficiaires de paiements de la part d'Aciernet, sur la base*

*d'un prétendu contrat de gestion et de supervision des activités réalisées par Aciernet. »*

Ce schéma a duré jusqu'en 2022, date à laquelle Hernani Vaz Antunes a mis en place un nouveau circuit, « *en raison des changements intervenus chez Cisco et Aciernet, et des exigences des autorités américaines* », indiquent les enquêteurs. Une refonte qui a entraîné, au passage, la sortie d'Econocom de ce drôle de business. Cela s'est fait en plusieurs étapes. D'abord, une nouvelle société, Aciernet France, a été créée, détenue à 80 % par l'entreprise de services informatiques et à 20 % par Franck Vergriete. Ensuite, cette nouvelle entité a racheté pour 3,3 millions d'euros à Econocom le fonds de commerce constitué par les commandes d'Altice. Enfin, début 2023, le groupe de Jean-Louis Bouchard a vendu les 80 % qu'il détenait à deux sociétés d'Hernani Vaz Antunes, VAH Holding et Bluecrow, empochant ainsi une vingtaine de millions d'euros.

Lorsqu'en juillet 2023, le scandale éclate, Econocom lance une enquête interne sur Aciernet. Ces investigations concluent alors à « *des manquements caractérisés gravement préjudiciables* » pour l'entreprise de services du numérique, et « *personnellement imputables* » à Franck Vergriete, déclare à l'Informé la société cotée.

Suite à cela, la société de Jean-Louis Bouchard a attaqué en justice Franck Vergriete et l'a révoqué de ses mandats au sein du groupe. Il avait notamment été nommé en 2019 président d'Exaprobe, filiale d'Econocom qui avait absorbé Aciernet.

Reste un dernier lien à rompre : en 2020, Franck Vergriete avait acheté à Econocom 20 % d'Exaprobe pour 14 millions d'euros, et les détient toujours (les 80 % restants appartenant au groupe

de Jean-Louis Bouchard). Cette filiale emploie 225 salariés et a réalisé 157 millions d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier.

Contacté à de multiples reprises, Franck Vergriete n'a pas répondu, de même qu'Altice France.

### **Complicités internes**

Le schéma frauduleux d'achat des équipements Cisco s'appuyait sur la complicité d'un cadre de l'équipementier américain, Olivier Duquesne, qui était « *client account executive* » chargé du compte Altice jusqu'en janvier 2020. Dans leur rapport, les enquêteurs portugais expliquent : « *ce recrutement [comme fournisseur par Altice] de sociétés contrôlées par Hernani Vaz Antunes en France et aux USA a été réalisé grâce à des contacts établis et des avantages attribués à un salarié de Cisco, Olivier Duquesne, laissant soupçonner que le recrutement des sociétés d'Hernani Vaz Antunes a été posé comme condition pour que Cisco soit fournisseur du groupe Altice.* » En parallèle, Olivier Duquesne était notamment associé avec Hernani Vaz Antunes dans une société immobilière portugaise, *Jacques Real Estate LDA*, dans des conditions fort avantageuses. Lorsque cette structure a racheté un bien immobilier pour 2,9 millions d'euros, notre homme n'a payé que la moitié de la somme, alors qu'il détenait 90 % du capital de cette joint-venture, selon l'hebdomadaire portugais *Visao*. Olivier Duquesne a aussi créé une seconde société au Portugal, *Jreds Services LDA*, qui aurait reçu 2,3 millions d'euros des sociétés d'Hernani Vaz Antunes. Au total, il aurait perçu plus de 4 millions d'euros, selon [\*l'Observator\*](#).

### **Le drôle d'avantage en nature dont a bénéficié Armando Pereira**

Comme numéro 2 d'Altice, Armando Pereira a recruté moult fournisseurs détenus par son vieil ami Hernani Vaz Antunes. De 2014 à 2017, le bras droit de Patrick Drahi a même été personnellement actionnaire d'un de ces prestataires, Shar, qui opérait sous la marque IT Center. Mais ce n'est pas tout. Les enquêteurs portugais le soupçonnent en outre d'avoir profité de divers avantages en nature. En particulier, il est accusé d'avoir bénéficié d'un appartement mis à sa disposition par Hernani Vaz Antunes. Selon nos informations, cet appartement est situé avenue Claude Monet sur l'île de la Jatte à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Il a été acheté en juin 2022 pour 1,63 million d'euros par Primevilla Investments, une société luxembourgeoise détenue par Hernani Vaz Antunes et son fonds portugais Global Growth Tech Fund FCR. Le rapport d'enquête portugais, consulté par l'Informé, indique que l'opération a finalement coûté un million de plus, à cause notamment de travaux de rénovation. Il précise que le bien a été *« acheté uniquement pour le mettre à disposition d'Armando Pereira, sous couvert d'un contrat de bail établi au nom de la société française Tirion Agencement »*, autre société détenue par Hernani Vaz Antunes. Armando Pereira recevait dans cet appartement Tatiana Agova-Bregou, une cadre de SFR avec qui il avait une relation intime, à en croire une écoute téléphonique révélée par l'hebdomadaire portugais *Sabado*. En s'appuyant sur cet article, SFR a licencié Tatiana Agova-Bregou pour *« trouble objectif au bon fonctionnement de l'entreprise »*. Une éviction qu'elle conteste aux prud'hommes.





L'Informé